

Questions orales

● (1510)

M. Andre: Dans ce cas, je demande au ministre s'il envisagerait la réduction de la portée de ce bill de façon à prévoir l'attribution et le contrôle et, peut-être, un délai.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Si le député a des propositions précises à formuler à cet égard, je les écouterai volontiers au comité. C'est là, naturellement, que nous pouvons apporter des amendements.

M. Bell: Il reste beaucoup de temps.

* * *

LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES

LES CRITÈRES D'ACHAT DU MINISTÈRE—LA PRÉFÉRENCE AUX PRODUITS CANADIENS

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Approvisionnement et Services. Ses critères d'achat sont-ils censés accorder la préférence à des produits canadiens fabriqués et distribués au Canada par des entreprises canadiennes?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services): Il est connu, monsieur le président, qu'il s'agit d'une considération importante dans l'évaluation des contrats.

[Traduction]

M. Paproski: Si tels sont les critères, le ministre peut-il nous dire à quelle formule il a recours ou compte recourir?

[Français]

M. Goyer: Monsieur le président, il faudrait vraiment pour cela faire un exposé de politique, et je ne pense pas que ce soit l'occasion de le faire ici. En termes très brefs, il n'est pas possible de donner une réponse à une question aussi compliquée que celle-là.

* * *

[Traduction]

LES FINANCES

DEMANDE DE PRÉSENTATION D'UNE MESURE PRÉVOYANT LA GESTION DES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES PAR LE PARLEMENT

M. Bill Knight (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Comme l'Auditeur général a attiré l'attention sur le recours à des mandats spéciaux s'élevant à plusieurs millions de dollars dans des cas où le bien public ne l'exigeait pas de manière urgente, le ministre peut-il nous informer s'il songe à faire modifier la loi, et s'il songe en particulier à des modifications à la loi sur l'administration financière et aux lois portant affectation de crédits, pour veiller à ce que les fonds dépensés le soient en vertu d'une autorisation du Parlement?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Oui, monsieur l'Orateur.

[M. l'Orateur.]

M. Knight: Comme l'Auditeur général a proposé au Parlement du Canada que l'autorisation lui soit accordée d'effectuer des études de rentabilité à propos de l'administration des divers ministères du gouvernement dans le cadre de ses fonctions, ce qui serait d'un précieux secours aux députés qui doivent examiner les dépenses publiques...

Des voix: La question!

M. Knight: ... le président du Conseil du Trésor peut-il dire à la Chambre s'il est disposé à étendre ainsi les attributions de l'Auditeur général afin d'assurer aux députés le droit d'examiner plus attentivement la comptabilité gouvernementale?

M. Drury: L'Auditeur général a proposé—et le comité des comptes publics a adopté sa proposition—que soit établi un comité d'étude qui fasse des recommandations au Parlement sur la question de savoir exactement quelles seraient ses attributions. Je favorise vivement la poursuite de cette étude, et j'accepte bien volontiers de me laisser guider par ses conclusions. Je ne pense pas, toutefois, que l'Auditeur général ait proposé qu'on lui donne la responsabilité d'études de rentabilité.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

DEMANDE D'EXEMPTION TEMPORAIRE DE LA MAJORATION DES DROITS D'ENTRÉE SUR LES CHAUSSURES ET BOTTINES DE TRAVAIL EN PROVENANCE DES PAYS SOCIALISTES

L'hon. Paul Hellyer (Trinity): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné que l'application immédiate de l'augmentation de la valeur attribuée aux chaussures et bottines de travail en provenance des pays socialistes pour l'établissement des droits de douane va majorer le prix de vente au détail de ces chaussures d'environ cinq dollars par paire, le ministre va-t-il accepter de différer cette augmentation de quelques mois afin de faire un petit geste pour aider à juguler l'inflation?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je ne suis pas certain de pouvoir le promettre, mais je vais étudier la question. J'ajouterai que je ferai sans doute une déclaration à la fin de la semaine au sujet de l'industrie de la chaussure.

M. Hellyer: Étant donné qu'une augmentation de 25 p. 100 du prix des chaussures de travail est contraire à toute politique industrielle intelligente, le ministre va-t-il prochainement nous annoncer qu'il a accepté de différer cette majoration?

M. Gillespie: Je pense avoir déjà répondu à cette question.

M. Hellyer: Je voudrais poser une dernière question supplémentaire. C'est très simple. Le ministre va-t-il garantir un approvisionnement suffisant de chaussures de travail à des prix raisonnables afin que les travailleurs du Canada puissent flanquer leur botte au derrière du gouvernement lors des prochaines élections?